



BULLETIN D'INFORMATION SPECIAL

En 2019, le combat continue !

A grand renfort de communication dans la presse locale, et avec la bénédiction du député Alain Péréa, Orano Malvesi nous a annoncé l'arrivée d'une task force d'ingénieurs à Narbonne, chargée de mettre en oeuvre le programme d'investissement afin de transformer le site de Malvési pour un total de 800 millions d'Euros.

L'Indépendant nous donne quelques détails des travaux à venir : modernisation d'un des ateliers pour réduire la consommation de réactifs chimiques, modernisation de l'hydro-fluoration en 2019, mise en place d'une couverture bitumineuse pour limiter les infiltrations par les eaux de surface et supprimer les envols de poussières sur la zone d'entreposage des résidus, réalisation d'alvéoles d'entreposage dans lesquelles les résidus solides seront déshydratés sur les bassins B5 et B6 pour 2021...

Mais comme d'habitude, on nous garde le meilleur pour la fin...on apprend aussi la production et la commercialisation de 150 tonnes d'uranium sous forme de dioxyde d'uranium (UO₂) et en 2022, la réalisation de l'usine de traitement des nitrates **TDN** qui verra le jour.

Un peu comme si les recours portés par les associations contre l'autorisation d'exploiter étaient déjà jugés! Question: A quoi donc servirait la construction de **TDN** si Orano venait à perdre son autorisation de l'exploiter ?

En lisant l'article du 28/02/2019 dans l'Indépendant, doit on en conclure que Monsieur Jolivet se substitue au tribunal administratif de Montpellier ? ou qu'il anticipe les conclusions rendues par cette juridiction ?

Il devrait se garder de mettre la charrue avant les bœufs et serait mieux inspiré de faire preuve de plus de retenue dans ses déclarations qui pourraient être prises par les juges en charge du dossier comme un manque de respect pour l'institution.

Surtout au regard du chemin parcouru depuis deux ans déjà...

En Février 2017, Le Midi Libre titrait: Narbonne: « **On traitera les nitrates dès la fin 2019** »

Cette promesse émanait de ce même Monsieur Jolivet ; en Mars 2019, force est de constater que la lutte contre **TDN** n'a pas été vaine et que l'échéance pour sa mise en service est repoussée de facto.

TCNA est née en Mai 2017

Depuis, elle a réussi avec l'aide de ses 400 adhérents, de ses nombreux sympathisants et forte de son réseau associatif et médiatique, à réveiller les consciences sur les dangers liés à la mise en oeuvre de ce procédé expérimental. Elle mène une action en justice ayant pour objectif de faire annuler l'autorisation d'exploiter **TDN** délivrée à Orano par le préfet de l'Aude...David contre Goliath...

Aujourd'hui, le traitement **TDN** arriverait donc à Narbonne dans le meilleur des cas en 2022, information révélée cette semaine dans l'Indépendant.

NVH Nouvelle Voie Humide et pas d'enquête publique !

Au passage, notons que l'Etat Français n'a pas cru bon de diligenter une enquête publique pour le nouveau procédé baptisé **NVH**, censé produire 150 tonnes/an de dioxyde d'uranium (avec un maximum de 300 tonnes/an), pour qu'Orano puisse diversifier son portefeuille de clients en continuant à polluer encore un peu plus notre cadre de vie.

Ce nouvel atelier qui s'insère dans le cycle de fabrication du MOX est unique en France, cependant il n'a même pas fait l'objet d'une étude d'impact sur la santé et sur l'environnement ou d'une étude de ses dangers pour la sécurité publique. Il n'est de pire aveugle que celui qui ne veut pas voir...

L'association **TCNA** a contesté toutes ces autorisations devant le Tribunal administratif de Montpellier. Elle en a rendu compte à ses adhérents en Assemblée générale. L'Etat vient de lui répondre, de manière bien peu convaincante. TCNA est renforcée dans sa volonté d'obtenir du Tribunal un véritable respect du droit, à l'information et à la sécurité de la population de Narbonne et de ses environs.

Nucléaire: une conjoncture internationale morose pour Orano

Le 1er mars 2019, le magazine Capital nous apprenait qu'Orano continue de creuser ses pertes (544 millions pour l'année 2018) et que les négociations en Chine stagnent dans un contexte mondial où le marché du nucléaire ne cesse de voir ses parts de marché grignotées par les énergies renouvelables.



L'utilisation de la sous-traitance de façon systématique pour augmenter les marges de rentabilité pose le problème de la maîtrise des savoir-faire, de la sécurité des installations, et du suivi des employés sous-traitants. Ce constat est aussi vrai à Narbonne.

Ajoutons à cela, les coûts faramineux qu'engendre le démantèlement des vieilles centrales nucléaires, et les déboires de quelques chantiers célèbres (malfaçons de la cuve de l'EPR de Flamanville constatées par l'ASN, contrat d'Areva Mox annulé aux USA, retards à répétition sur les chantiers de Olkiluoto en Finlande et Hinkley Point en Angleterre...).

IWTU et **TDN**, deux noms pour une usine à gaz qui ne marche pas !

De l'autre côté de l'Atlantique, dans l'état fédéral de l'Idaho, le «**TDN**» américain baptisé «**IWTU**» fait encore et toujours parler de lui dans la presse locale ; le journal «**Post Register**» à Idaho Falls a récemment relaté les minces progrès de ce gouffre financier qui aurait dû être opérationnel depuis 2012 et qui a vu sa facture initiale s'alourdir de plus de 800 millions de dollars.

On apprend notamment que le projet **IWTU** devra traiter environ 3400 m³ de déchets liquides hautement radioactifs (lorsqu'il sera opérationnel) et surtout qu'il ne servira qu'à ça (les emplois n'étant pas maintenus à la fin de la mission); le régulateur du nucléaire américain a bien envisagé de s'en servir pour traiter d'autres déchets radioactifs (et notamment ceux de Handford) mais il a finalement renoncé, étant donné les coûts prohibitifs et les risques encourus pour transporter ces matières hautement dangereuses.



NOTA:

Il est utile de préciser que la quantité de déchets liquides à Narbonne s'élève à 350 000 m³ soit environ 100 fois plus qu'à Idaho Falls ce qui augure 40ans d'exploitation et de rejets polluants dans l'atmosphère narbonnaise !

Aux dernières nouvelles, le procédé «**IWTU**» devrait être opérationnel fin 2019... mais le doute est toujours permis d'autant plus que cet article enthousiaste du «**Post Register**» n'est pas le premier du genre à annoncer une échéance qui finalement n'est pas tenue.

Ce qui se passe aux USA aura inéluctablement des conséquences chez nous, espérons pour la Narbonnaise, que les essais pourront avoir lieu grandeur nature aux États-Unis, histoire de ne pas avoir à «**essayer les plâtres**» à Malvésy et d'en subir les conséquences.

RETROSPECTIVE DE L'ACTION : LA PAROLE EST A LA DEFENSE

En 1958, la ville de Narbonne a été choisie pour l'implantation d'une installation vouée à la transformation de l'uranium, afin de l'utiliser dans les centrales nucléaires. Les résidus de cette transformation de l'uranium sont stockés à ciel ouvert sur le site de Malvésy, dans des bassins B1, B2, B3, etc. (correspondant au moins à 350 000 m³ pour les déchets liquides).

En 2009, l'Autorité de sûreté nucléaire a adressé à l'exploitant, la société AREVA, une mise en demeure pour que les Bassins B1 et B2 soient considérés comme une installation nucléaire de base (comme le sont notamment les centrales nucléaires). C'est seulement le cas depuis un décret du 20 juillet 2015.

Et cette installation nucléaire est officiellement appelée **ECRIN**. On cherche encore le joyau...

Dans le plan national de gestion des matières et des déchets radioactifs (décret du 27 décembre 2013), Malvési est pudiquement évoqué au titre d'une « gestion des situations temporaires ou historiques »...

Depuis 2014, toute l'installation est qualifiée d'installation **SEVESO** Seuil haut. En d'autres termes, il s'agit d'une installation industrielle faisant naître un risque technologique majeur pour la sécurité publique, c'est-à-dire pour la population. Et depuis 2016, elle est comprise dans une zone nucléaire à accès réglementé.

L'association **TCNA** s'est constituée dans ce contexte, pour faire prendre conscience de ces risques et agir afin de défendre la sécurité de la population, de sa santé et de l'environnement.

D'autant plus que **les projets d'AREVA** accentuent encore les inquiétudes. Le 8 novembre 2017, la société a obtenu une autorisation pour transformer son installation et incinérer certains des résidus issus de la transformation de l'uranium. Officiellement, il s'agit d'un traitement des nitrates (TDN) des effluents stockés dans les bassins. Si l'on en croit AREVA, les fumées rejetées ne présenteraient aucun risque. Elles ne seraient dangereuses que dans un périmètre de 16 mètres.... Une précision : cette étude de dangers a été réalisée sous la responsabilité d'**AREVA**.

L'étude d'impact sur la base de laquelle l'autorisation a été accordée mentionne pourtant la présence de radionucléides dans les sols, les végétaux, notamment les végétaux aquatiques, et dans les nappes au-dessus desquelles est située l'installation de Malvési. *Quid* du canal du Tauran et du canal de la Robine et dans lequel nombre de narbonnais pêchent ou puisent de l'eau pour arroser leurs jardins ou leurs potagers ?

Quant au procédé **TDN**, il n'a été expérimenté qu'aux Etats-Unis à une échelle bien moindre. Profondément critiqué, il semble voué à y être abandonné. Faut-il admettre que l'expérimentation se poursuive incidemment à Narbonne, sur des déchets nucléaires, à proximité immédiate d'une population nombreuse ? Avec quels effets, notamment en termes de pollution atmosphérique, pour la population et l'environnement ?

En 2018, **AREVA** a encore obtenu trois nouvelles autorisations, notamment pour y produire du **dioxyde d'uranium**. Aucune d'entre elles n'a été soumise à une étude de son impact sur la santé et sur l'environnement ou à une étude de ses dangers pour la sécurité publique. Il n'est de pire aveugle que celui qui ne veut pas voir...

L'association **TCNA** a contesté toutes ces autorisations devant le Tribunal administratif de Montpellier. Elle en a rendu compte à ses adhérents en Assemblée générale. L'Etat vient de lui répondre, de manière bien peu convaincante. **TCNA** est renforcée dans sa volonté d'obtenir du Tribunal un véritable respect du droit, de l'information et de la sécurité de la population de Narbonne et de ses environs.

En guise de conclusion, après ses déboires financiers et sa recapitalisation par l'Etat (c'est-à-dire par les contribuables) à hauteur de 5 milliards d'euros, la société **AREVA** a changé de nom. Elle s'appelle désormais **ORANO**, néologisme correspondant au dieu romain URANUS... Quant au procédé TDN (traitement des nitrates), il est aussi appelé **THOR** (thermal organic reduction), du nom d'un dieu viking...

Pas de raison de s'inquiéter finalement. Narbonne, l'Aude et l'Occitanie sont sous la protection des Dieux. Et pas d'apprentis sorciers, cela se saurait.

■
Arnauld Noury
Avocat au Barreau de Lille
Docteur en droit public

■
Fabrice Hurtado
Président de TCNA

■
Denis Lenhardt
Vice Président de TCNA

2020 des municipales déterminantes pour l'avenir de Narbonne

Dans la presse, le député Alain Péréa a assuré le service après vente de Malvésí en se fendant d'une tirade que même les dirigeants d'Orano n'auraient pas eu l'audace de formuler, alors que l'explosion du fût contenant des déchets militaires qui s'est produite au mois de septembre 2018 à Malvésí est encore bien présente dans toutes les mémoires.

Ce soutien du député pro-TDN n'est pas anodin, les employés de l'Usine Orano Malvésí représentent plusieurs centaines de voix qui ne seront pas de trop en 2020 pour gagner la mairie de Narbonne, et il est bien opportuniste de se les mettre de côté avant que d'autres candidats ne le fassent à leur tour....

C'est donc en ces termes que le député, chantre de l'atome, a déclaré sa flamme à Orano : « On a besoin d'avoir de la matière grise, des bureaux d'étude. C'est ce message que j'ai passé quand j'ai rencontré les dirigeants d'Orano à Paris. Il faut arrêter de prendre la Narbonnaise pour le tiers monde. La valeur ajoutée en terme d'emploi doit se faire ici. Et cela fait très longtemps que l'on avait pas eu un tel investissement dans la Narbonnaise. Je vais me faire tuer sur les réseaux sociaux mais j'assume : je crois en ce site. Il faut arrêter d'agiter les peurs. je vous fais confiance. Et s'il y a un problème, vous saurez tirer la sonnette d'alarme. » (Source L'Indépendant)

Rappelons donc à Monsieur le Député, le nombre de fois où des problèmes sur cette usine ont été déclarés à l'ASN (Autorité de Sûreté Nucléaire) avec plusieurs jours de retard (Fuite de liquides radioactifs en Juin 2006 et déclarée en Juillet par exemple).

Rappelons aussi à Monsieur Péréa ce que nous disions plus haut, ces emplois d'ingénierie (construction, mise en service) ne sont pas appelés à être pérennisés en totalité une fois que les travaux seront terminés (comme aux USA).

Rappelons enfin à Monsieur le Député de la Narbonnaise qu'il fait preuve d'une grande naïveté, car lorsque l'on « tire la sonnette d'alarme » dans le nucléaire, c'est que la situation est déjà très critique voire irrécupérable (Tchernobyl et plus récemment Fukushima) Est ce cela que Monsieur Péréa projette pour notre ville ?

Pour rappel, l'usine de Malvesi compte déjà de nombreuses cheminées, elle a l'autorisation de rejeter quotidiennement dans l'atmosphère une quantité de polluants chimiques et toxiques que nous respirons tous les jours à la faveur des vents, parmi eux, l'uranium est un tueur en puissance, une fois dans le corps humain, il va émettre des rayonnements pendant des années, voir toute une vie et causer des dégâts irréversibles sur la santé.

La toxicité chimique et radioactive touche en premier lieu les enfants qui sont les plus exposés aux conséquences néfastes des rayonnements ionisants en déclarant des maladies comme la leucémie myéloïde chronique. Où que soit situées les usines exploitant l'uranium, Niger, Russie, Canada ou France, l'uranium ne change pas : il reste dangereux dans l'air, dans l'eau et dans la terre, même à très faibles doses.

Depuis plusieurs mois, les associations citoyennes comme **TCNA** sont accusées « d'agiter les peurs ».

A en croire Alain Péréa ou le lobby de l'atome, nous serions des agitateurs de peur, des manipulateurs, toujours enclins à voir le pire pour effrayer les populations et les rallier à notre cause...

Nous répondons à ces accusations sans faiblir: Qui depuis 60 ans déroule le tapis rouge au nucléaire dans la Narbonnaise ? Qui autorise l'industriel depuis 60 ans à polluer nos terres, notre eau et notre air ? Qui ferme les yeux sur les dérives de l'industriel en contre-partie d'une manne financière qui irrigue le territoire ? Qui sont les manipulateurs professionnels dans cette affaire ? Pour sauvegarder 250 emplois et quelques subventions doit on sacrifier un territoire et sa population ?

Que Monsieur Péréa et ses amis politiciens de tous bords se le disent, nos vies ne sont pas à vendre, et à la démagogie politicienne, TCNA opposera toujours et sans relâche la pédagogie citoyenne.

Bulletin d'adhésion/renouvellement
T.C.N.A TRANSPARENCE DES CANAUX DE LA NARBONNAISE (LOI 1901)
WWW.TCNARBONNE.ORG ADHESION 2019

Nom:.....
Prénom:.....
Adresse:.....
Commune:.....
Téléphone:.....
Email:.....

La cotisation annuelle est de 10 €, à régler par chèque à l'ordre de:TCNA
et à adresser à

Association TCNA chez Monsieur Hurtado
Résidence Les Saules Bâtiment H
Rue Hercule Birat
11100 NARBONNE

Bulletin d'adhésion et règlement à retourner à l'adresse ci-dessus. Merci de joindre une enveloppe timbrée à votre nom et adresse pour l'envoi du reçu. Vous pouvez aussi adhérer en ligne avec règlement par CB sur notre site internet via la cagnotte Leetchi. Toute participation d'une valeur supérieure ou égale à 10 € vous permettra d'adhérer pour 1 an à notre association, sauf demande contraire faite par email ou par le formulaire de contact. Retrouvez toutes les informations et les publications sur notre site internet: